

de prendre fait et cause pour son pays, même si on le menaçait de lui faire perdre son comté.

Mais je voudrais savoir ceci du premier ministre: Quand pourra-t-il donner le même courage à ses ministres qui sont dans son Cabinet depuis sept ans? Car une des responsabilités d'un ministre au gouvernement canadien, c'est de défendre le Canada au Québec et de faire comprendre aux Québécois que l'avenir du fait français en Amérique passe par la solution canadienne.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie le chef de l'opposition pour ses commentaires. Il doit être décevant pour ceux qui cherchent à démolir le Canada de réaliser que, malgré les attaques, malgré les injures, malgré les faussetés à l'égard du Canada, on voit clairement d'après les sondages que si vous demandez aux Québécois s'ils veulent un Québec séparé et indépendant, ou le Canada renouvelé, ils vont choisir tout le temps le Canada, et le Canada renouvelé. Je pense qu'il est important de le souligner.

Mais un choix tel que celui que nous offre M. Parizeau, par exemple, l'indépendance, mais attention, je veux garder la monnaie canadienne, je veux garder la citoyenneté canadienne, je veux garder les bienfaits de l'union économique canadienne, je veux garder la reine, je veux garder le drapeau, cela prouve exactement que même M. Parizeau, dans son for intérieur, veut demeurer Canadien.

Alors, en ce qui nous concerne, je n'ai aucune hésitation à livrer un message fédéraliste à travers le Québec, à travers le Canada, et je suis soutenu dans mes efforts par les membres de mon équipe et par d'autres de l'autre côté également, plus récemment par le ministre d'État à l'Agriculture, qui a fait deux discours extraordinaires dans la région de Québec en faveur du Canada, et par plusieurs autres ministres. Ils ne peuvent pas tous le faire le même jour mais je vous assure qu'ils partagent tous mon enthousiasme pour le Canada.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais informer le premier ministre, au cas où il ne le saurait pas, qu'hier à la télévision, encore une fois, le ministre de la Défense nationale a dit qu'il ne voulait pas défendre le rapport Beaudoin-Dobbie, qui est l'oeuvre de cette Chambre et lequel, selon le premier ministre, représente la meilleure offre que le Québec n'a jamais eue depuis 125 ans. De plus, son lieutenant québécois, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être

Questions orales

social a dit qu'il n'irait pas défendre le Canada tant qu'il n'aurait pas autre chose qu'un petit couteau . . . bien que les valeurs canadiennes, comme l'exprimait le premier ministre il y a un instant, soient encore les meilleures que l'on puisse offrir aux Québécois.

Quand le premier ministre va-t-il enfin demander à ses deux ministres, qui ont été assermentés pour défendre les intérêts du Canada, de prendre leurs responsabilités ou de retourner chez eux?

• (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon ami est peut-être injuste à l'égard des ministres et sûrement à l'égard du ministre de la Santé. Hier, on peut lire dans le journal *Le Soleil* que «Benoît Bouchard ne cache pas que la séparation du Québec aura des conséquences et un coût pour les Québécois. Quand on dit qu'il y aura un prix à payer, quand les fédéralistes disent qu'il y aura un prix à payer, c'est du chantage; quand on dit l'inverse, que ça va être un roman d'amour, tout le monde s'en surprend.»

Alors, je pense qu'à leur façon, les ministres du Québec et la députation québécoise croient réellement et profondément dans le Canada. D'autres et plusieurs des ministres aimeraient bien sûr être en mesure de défendre un projet particulier. C'est pour cela que nous essayons depuis belle lurette de mettre en place un programme constitutionnel, au nom du gouvernement et du Parlement canadien, que l'on pourrait tous, en période référendaire, défendre au Québec avec fierté.

Moi je peux vous dire ce que j'ai dit à Jean-François Bertrand. Lorsque Jean-François Bertrand m'a dit que la souveraineté était une option claire, je lui ai répondu: Une option claire, à condition que l'on conserve la citoyenneté canadienne, puis le dollar canadien, puis la monnaie canadienne, puis les bienfaits de l'union économique canadienne. Il a dit: Oui, mais qu'est-ce que vous offrez? Je lui ai dit: Monsieur Bertrand, vous l'avez déjà entre les mains. Le Canada, c'est déjà là, c'est déjà quelque chose d'extraordinaire. Le Canada, c'est un des grands pays civilisés au monde, un des pays modernes, dynamiques et prospères. Et moi j'en suis fier et, d'abord et avant tout, je suis Canadien, je vis profondément et fièrement comme Canadien et Québécois, et j'ai l'intention jusqu'à la fin de mes jours de pouvoir proclamer tout haut: Je suis Canadien, fier de l'être. Je suis Québécois, fier de l'être. Et les deux marchent ensemble!

Des voix: Bravo!